

La situation stratégique : risques de guerre, chances pour la paix?

Autor(en): **Brunner, Dominique**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **133 (1988)**

Heft 9

PDF erstellt am: **28.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344863>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La situation stratégique: Risques de guerre, chances pour la paix?

par le colonel EMG Dominique Brunner

Au gré des saisons, la situation mondiale de l'après-guerre est, depuis des décennies, caractérisée par ceux qui en parlent soit comme floue, soit comme périlleuse, comme imprévisible, en évolution rapide ou alors pleine de défis, mais aussi pleine de chances. Selon l'angle sous lequel on voit les choses, tout cela peut être vrai. La situation est en évolution, et cette évolution est, à certains égards, beaucoup plus rapide aujourd'hui qu'il y a vingt, cinquante ou cent ans, sans parler des âges reculés où rien, nous semble-t-il, ne bougeait pendant des siècles.

Cette évolution accélérée s'observe sur le plan démographique, cela en dehors de l'Europe, domaine tout à fait essentiel pour la compréhension du problème paix-guerre, et notamment du phénomène guerre; elle s'observe sur le plan technique et sur le plan économique. Il n'y a guère évolution accélérée quant au tracé des frontières, à la répartition géographique du pouvoir étatique, des souverainetés nationales. Ce fut différent durant les premières vingt-cinq années qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale, lesquelles se caractérisèrent par une sorte d'immense regroupement des souverainetés nationales, menant à l'apparition d'une multitude

d'Etats, tous ou presque admis à l'ONU. A sa création, l'ONU comptait 46 Etats membres, certaines Républiques soviétiques prétendument souveraines incluses. En 1965, le nombre des entités nationales admises à l'organisation mondiale s'était élevé à environ 100, et aujourd'hui on en compte 160.

Le facteur démographique

Cette transformation du monde politique a résulté, comme on le sait, de l'effondrement du système colonial créé par la race blanche avant le, mais surtout au cours du, XIX^e siècle et au début du XX^e, effondrement directement causé par la Deuxième Guerre mondiale, mais que préparait déjà, à l'insu de bien des témoins de l'époque, la Première Guerre, la Grande Guerre. La remarque de Gaston Bouthoul est juste, selon laquelle «la guerre fait et défait les empires». Deux guerres suicidaires ont causé le déclin politique de l'Europe, entraîné la dissolution de son empire sur le reste du monde, remis en cause les frontières qu'elle avait établies, et ont été ainsi à l'origine de nouvelles guerres dont certaines se poursuivent d'ailleurs, au Proche-Orient en particulier et en

Afrique. Il est à noter ici, parce que cela illustre le rôle du facteur démographique, qu'au cours du siècle dernier, alors qu'elle se lançait à la conquête du monde, la race blanche – nous la qualifions ainsi pour simplifier – s'est multipliée par quatre, tandis que le reste du genre humain ne faisait que doubler. Si l'Europe en particulier ne se montre depuis quarante ans ni tentée, ni capable d'étendre son influence politique au-delà de ses frontières naturelles par la persuasion s'appuyant sur la force, ce n'est pas seulement en raison de la modération, voire de la sagesse que les événements guerriers ont inspirée à ses gouvernants, mais c'est aussi et peut-être surtout à cause de l'effet démographique produit par les grandes guerres du siècle et à cause du progrès technique et économique se traduisant en un accroissement sans précédent du bien-être général.

L'Europe ne connaît plus la démographie galopante qui avait libéré les énergies belligènes. Cet élan démographique, engendré par la civilisation d'origine européenne et américaine avec les progrès de l'hygiène, de la médecine, de la technique et du rendement économique qui la caractérisent, se manifeste maintenant dans les régions non européennes. Il est à noter que cela affecte également et directement les deux Grands, avant tout l'Union soviétique. L'Union soviétique compte à présent quelque 280 millions d'habitants – la Russie des tsars en avait quelque 140 en

1914 –, et la durée moyenne de la vie – indice certain de civilisation, enseignait Bouthoul – a, au cours des dernières années, diminué en Union soviétique! L'accroissement de la population est donc dû à l'augmentation des jeunes, cela très particulièrement dans les nations non russes qui constituent une part croissante de l'ensemble de la population. On comptait vers 1985, en Union soviétique, plus de 32 millions d'hommes de l'âge de 18 à 30 ans contre quelque 25 millions d'hommes entre 32 et 45 ans. Cela constitue, selon toute l'expérience accumulée, un potentiel de perturbations tout à fait inquiétant qui explique en partie les récents événements dans le sud de l'URSS. Ce ne furent jamais les vieillards ni les hommes d'âge mûr qui fournirent les bataillons des émeutes, des révolutions et des guerres à leurs stades précoces. Ce n'est que quand on a sacrifié les jeunes – qui y étaient d'ailleurs plus ou moins disposés, n'a-t-on pas souvent observé, au début, un enthousiasme étrange en vue de l'épreuve du feu? – que l'on a recours dans les conflits inexpiables aux vieux, à la levée en masse comme l'a pratiquée Adolf Hitler.

Il y a donc lieu de parler d'évolution rapide, voire tumultueuse, mais en distinguant, même pour la période relativement brève que constitue le temps écoulé depuis la clôture des hostilités en 1945, des variations dans le rythme du changement. De plus, il serait dangereux de trop simplifier.

Selon l'aspect des choses que l'on prend en considération et selon les régions que l'on entend, l'image est différente. Si l'Europe et le Japon ont fait sur le plan économique un bond en avant, il y a depuis quelque temps stagnation grave dans le camp qui se dit socialiste, et des problèmes inquiétants se posent dans nombre de pays appartenant au tiers monde, bien qu'ils aient tous ou presque fait du chemin au cours des dernières vingt ou trente années.

Evolution différente selon les régions

Du point de vue qui intéresse plus immédiatement ici, des distinctions encore plus nettes s'imposent. Nous parlons des relations interétatiques, de la paix et de la guerre. En simplifiant, une fois de plus, on peut dire que, vue sous cet angle, la période qui commence avec les années cinquante est marquée, pour la ceinture industrialisée de l'hémisphère Nord, par une grande stabilité, tandis que des parties importantes d'Afrique et d'Asie apparaissent essentiellement instables. Cela s'applique également à la mer des Caraïbes et à l'Amérique centrale, l'essentiel de l'Amérique latine étant comme de tout temps instable pour ce qui est de la condition interne des Etats, mais relativement stable quant aux relations interétatiques. Il faut souligner, notamment au regard de ce qui a été dit ci-dessus au sujet du facteur démographique, ce qui devrait sauter aux yeux, mais qui est générale-

ment négligé: le fait que la guerre – une lutte sanglante et armée entre groupes organisés, comme la définissait Bouthoul – a été, depuis 1945, plus ou moins endémique là où l'évolution démographique a été la plus forte, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, en Asie du Sud et du Sud-Est. Ce n'est pas une coïncidence fortuite. Il est rare, comme le démontre l'Histoire, que des nations à démographie stable ou même régressive se lancent dans des aventures guerrières et les soutiennent longtemps! Il y a, en revanche, prédisposition à l'aventurisme militaire quand la population jeune croît excessivement, quand on dispose d'effectifs considérables d'hommes jeunes pour qui il est difficile de trouver une occupation dans l'économie. C'est alors que la démagogie peut exalter les foules, que l'enthousiasme guerrier se répand, que l'on est prêt à porter la révolution ailleurs, que les Césars apparaissent qui appellent sous les applaudissements à la conquête, que leur nom soit Bonaparte, Napoléon III, Guillaume, Mussolini, Hitler, Nasser ou Khomeini ou, pour revenir plus loin en arrière, celui des chefs des tribus germaniques qui submergèrent la Rome antique, celui des croisés qui sapèrent les bases de Byzance, Gengis Khan ou Tamerlan...

Le personnage et les circonstances

Bien entendu, on ne saurait expliquer les grands événements de l'Histoire par une cause seulement.

D'autres éléments s'y joignent. Pour exploiter la prédisposition latente à l'emploi de la force, il faut certains concours de circonstances, il faut des courants idéologiques appropriés et il faut que des personnages répondant à la situation apparaissent et s'affirment. Machiavel observait que les grandes figures de l'Histoire étaient devenues de grands hommes à la faveur de circonstances qui exigeaient leurs talents spécifiques. Que serait devenu Napoléon sans la Révolution française? Qui se souviendrait de Winston Churchill si la Deuxième Guerre mondiale n'avait pas impérieusement commandé au Parlement britannique de confier la direction des destinées de l'Angleterre à un homme de 66 ans dont la force de caractère et le génie l'avaient jusque-là plutôt éloigné des plus hautes responsabilités? Adolf Hitler serait, sans la Première Guerre mondiale et le marasme qui s'ensuivit en Allemagne, resté un personnage obscur, tandis que Staline, sans la fermentation révolutionnaire dans la Russie du début du siècle, aurait peut-être rejoint les rangs des prêtres de l'Eglise orthodoxe...

Mais tout cela ne suffit pas à expliquer l'évolution depuis 1945. Un facteur militaire de portée effectivement stratégique a contribué à transformer les relations interétatiques, dans certaines conditions: l'arme nucléaire. Le général Beaufre a, dans «Dissuasion et Stratégie», décrit les répercussions de l'apparition de cette arme comme suit: «C'est qu'en

effet la stratégie ancienne (avant l'âge nucléaire) reposait plus ou moins explicitement sur une capacité positive, la capacité de vaincre, c'est-à-dire non seulement de pouvoir imposer sa volonté, mais d'atteindre ce résultat d'une façon relativement peu onéreuse au regard du bénéfice de la victoire. Avec l'arme nucléaire apparaît un phénomène entièrement nouveau: quelle que soit l'issue de la lutte, vainqueur et vaincu – si ces distinctions existent encore – devront payer le prix exorbitant des destructions atomiques, parce qu'on ne peut pas s'en protéger efficacement. De ce fait, on cherche à atteindre l'objectif politique, non plus par la victoire militaire, capacité positive devenue trop dangereuse, mais par l'action indirecte grâce à la paralysie de l'adversaire, donc grâce à une capacité négative, qui permet d'éviter la grande épreuve de force, c'est-à-dire grâce à la «dissuasion». Naturellement, la paralysie de l'adversaire est rarement totale et il faut alors exploiter par d'autres moyens la paralysie partielle ainsi réalisée, mais la dissuasion plane sur toute la stratégie et lui impose ses limitations comme son style.»

Le fait nucléaire

En présence du fait nouveau que représente l'arme nucléaire, les responsables politiques et militaires ont peu à peu compris un peu partout que soit la guerre était devenue trop dangereuse, ou alors qu'il fallait en

limiter l'étendue et l'intensité pour éviter son ascension au niveau nucléaire.

Le fait nucléaire et la forme nouvelle de dissuasion qu'il a engendré ont profondément modifié la politique internationale et la stratégie. Cette dissuasion se distingue de la dissuasion qui s'obtient avec des moyens classiques par ce que le général Beaufre a expliqué de la façon suivante: «La base de la dissuasion nucléaire, c'est la certitude des destructions qu'entraînerait l'emploi de ces armes, puisque l'on ne peut s'en protéger que de façon très incomplète. L'arme nucléaire représente donc une «capacité de destruction» d'une échelle suffisamment large pour qu'on ne puisse ni la négliger ni douter des ravages considérables qu'elle ne manquerait pas de produire. C'est cette menace de destruction qui crée la dissuasion à cause de la valeur certaine du risque qu'elle comporte.»

Au niveau classique, par contre, l'effet dissuasif est bien plus aléatoire. L'explication la plus convaincante nous est à nouveau fournie par Beaufre: «Nous sommes alors amenés à reconnaître que la dissuasion classique ne résulte pas d'une «capacité de victoire», analogue à ce que nous avons appelé «capacité de destruction» au niveau nucléaire, qui serait une valeur matérielle chiffrable, mais qu'elle résulte de l'opinion qu'on se fait de la capacité de victoire de l'adversaire.»

Si nous insistons sur l'arme nucléaire et la stratégie qu'elle a fait

naître, c'est parce que ce facteur est à la base d'une caractéristique du passé récent et du présent que l'on tend à ignorer, en tout cas à sous-estimer: la stabilité qui marque à un certain égard l'évolution dès les années cinquante. Il a été question ici de ce que Raymond Aron appelait l'accélération de l'Histoire qui s'est effectivement produite après 1945 ou 1950. Mais le même penseur a aussi attiré l'attention sur le phénomène de décélération de l'Histoire.

Il a été question des bouleversements, des mutations qui ont marqué les dernières quarante années. C'est ce qui a frappé les élites comme le grand public. Ce qui est tout aussi impressionnant, c'est la stabilité du statu quo partout où les Etats-Unis et l'Union soviétique se font face directement. En Europe, les frontières n'ont plus bougé depuis la fin des hostilités ou l'immédiat après-guerre. La ligne qui sépare, en Europe, le monde dominé par l'URSS du monde occidental et libre marque, à quelques exceptions près, les positions les plus avancées atteintes en 1945 par les armées alliées. Ce qui était une ligne de cessez-le-feu, de démarcation provisoire s'est figé en frontière que personne ne songe à contester ouvertement. Bien que n'abandonnant pas le but ultime de la réunification de l'Allemagne, la République fédérale a accepté le fait accompli soviétique de la constitution de l'Etat est-allemand. Les pays d'Europe occidentale ont, en outre, accepté la domination, l'hégémonie soviétique

dans l'Est de l'Europe, à tel point qu'on oublie, quand il est question de détente, de volonté de paix des gouvernants soviétiques, que l'Union soviétique pourrait donner la preuve de ses intentions qu'elle dit pacifiques en rendant leur liberté aux nations d'Europe de l'Est. Cela serait la preuve par l'acte, et des solutions pourraient être envisagées qui tiendraient suffisamment compte du besoin de sécurité de la Russie. On pourrait par exemple choisir pour ces pays une neutralité à l'autrichienne, leur interdire une alliance avec l'Occident. Mais le droit élémentaire des peuples de disposer d'eux-mêmes leur serait enfin reconnu. Une telle évolution est-elle prévisible? Nous en doutons, et ajoutons que tous ceux qui, en Europe ou en Amérique, manifestent tant de compréhension à l'endroit de ce fameux besoin de sécurité des Russes, lequel justifierait l'occupation permanente de l'Europe de l'Est et l'existence, du côté soviétique, de forces armées démesurées, agissent de façon coupable à l'égard de l'Europe, des hommes et de la liberté.

Cette stabilité fondamentale, dont il vient d'être question, n'est évidemment pas due à un seul facteur. Il y a plusieurs facteurs qui importent. Mais le facteur nucléaire est essentiel, à n'en pas douter. Il importe de mesurer sa portée réelle, donc de reconnaître également les limites qui lui sont tracées.

C'est d'ailleurs en procédant ainsi qu'on prendra conscience de l'efficacité de la dissuasion nucléaire que

d'aucuns tendent à négliger parce qu'on s'est tellement habitué à ses effets bénéfiques.

Là où les deux Grands risquent en cas de déclenchement d'hostilités ouvertes de se trouver face à face et l'arme au poing, leurs armements nucléaires les ont jusqu'à ce jour fait reculer. Cela fait le bonheur de l'Europe depuis quarante ans. De façon générale, la menace de destruction que représente l'arme nucléaire et la dissuasion qui en résulte leur ont imposé une modération dans les situations dangereuses qui eût été impensable avant l'âge nucléaire. Qu'on se reporte aux temps précédant la Deuxième et la Première Guerre mondiale! Des incidents mineurs suffisaient à mettre le feu aux poudres: la dépêche d'Ems en juillet 1870, l'assassinat d'un archiduc en été 1914. Mais lorsque, en 1983, l'aviation soviétique abattit le Jumbo coréen au-dessus de la périphérie de l'empire soviétique, personne ne songea même à la possibilité de représailles militaires des Américains. Jamais, depuis 1945 – et avant – des troupes américaines n'ont tiré sur des troupes russes ni des Russes sur des Américains, du moins ne l'a-t-on jamais reconnu. Chacun a, voyant l'autre s'embourber dans une guerre locale ou régionale, cherché à aggraver ses difficultés en fournissant du matériel ou des instructeurs à l'adversaire inférieur de l'autre Grand, en se livrant à des attaques verbales plus ou moins violentes. Mais le seuil de l'emploi ouvert de la force n'a jamais

été franchi. On va même plus loin et maintient le contact avec son adversaire, on se parle par le téléphone rouge pour éviter le pire, l'ascension aux extrêmes. C'est ce que l'on a appelé la complicité des deux Grands.

Pas de paix sans dissuasion

A la lumière de ce qui a été dit et surtout des faits, qui sont établis, on devrait facilement reconnaître combien légers ou irresponsables sont les propos de ceux – pacifistes, chefs communistes, braves gens qui n'y comprennent pas grand-chose ou, parfois, hommes politiques européens et américains – qui demandent que l'on élimine toutes les armes nucléaires. Le désarmement nucléaire général que le secrétaire général du Parti communiste d'URSS recommande aux Occidentaux serait, comme le disait Beaufre il y a vingt-quatre ans, une catastrophe épouvantable. Il faudrait être aveugle pour ne pas s'en rendre compte. Dans un monde en plein essor démographique, avec tout ce que cela comporte de menaces, dans un monde plein de contradictions, comme diraient les marxistes, où la répartition régionale non pas avant tout des ressources, mais des infrastructures, des connaissances et des aptitudes économiquement essentielles, est inégale et où les structures politiques ne répondent très souvent nullement aux nécessités de la situation, la disparition de la menace nucléaire rendrait possible et vraisem-

blable l'extension de guerres locales ou régionales, accroissant le risque de réapparition de la guerre générale au sens de celles de 14 à 18 ou de 39 à 45. Les conséquences en seraient, vue la puissance accrue des armements classiques, désastreuses, voire inimaginables. Les chars blindés utilisés de 39 à 45 avaient des canons de calibres entre 5 et 8,8 cm. Aujourd'hui, ces calibres sont de 10,5, 12 ou 12,5 cm. L'artillerie n'est plus composée, comme en 14, de pièces de 75 ou 77 mm pour l'essentiel, mais d'obusiers et de canons de 122, 152, 155 et 203 mm. Dans une mesure croissante, elle utilise des systèmes de lance-roquettes multiples qui ont des effets dévastateurs. Les avions engagent bien plus d'armes, et des armes beaucoup plus précises, que de 39 à 45. Les «smart bombs», les «precision guided weapons» font la loi. Les bombardiers, conçus pour un rôle nucléaire, mais jusqu'ici utilisés exclusivement avec des armes non nucléaires, transportent dix fois plus de bombes ou d'explosifs que les bombardiers qui réduisirent en cendres tant de villes européennes durant la deuxième guerre. Un seul bombardier B-52 des États-Unis peut larguer quelque 30 tonnes d'explosifs. Jamais le potentiel de destruction représenté par les moyens non nucléaires, classiques, n'a été aussi énorme que de nos jours. A la qualité s'ajoute la quantité. Jamais auparavant on n'a compté autant d'armes lourdes et efficaces. Dans les secteurs du milieu et du nord de l'Europe, les forces du

Pacte de Varsovie détiennent maintenant, en état de paix, près de 28 000 chars de combat et plus de 22 000 tubes d'artillerie. L'OTAN, dans le même secteur, qui s'étend du sud de l'Allemagne au nord de la Norvège, oppose à ces forces en temps de paix 11 500 chars et 8 000 tubes d'artillerie. Les sources officielles dignes de foi font apparaître qu'en cas de mobilisation le Pacte de Varsovie disposerait dans cette région – y compris les districts militaires situés à l'ouest de la Russie – de plus de 110 divisions, avec 45 000 chars et quelque 40 000 tubes d'artillerie, tandis que du côté de l'OTAN on disposerait d'un peu plus de 60 divisions, de quelque 20 000 chars et de 15 000 tubes d'artillerie. Compte tenu des moyens disponibles, l'Europe reste la poudrière du monde.

Ce ne sont pas les armes qui causent la guerre

Evidemment, et contrairement à l'opinion répandue, ce n'est pas, en principe, la disponibilité d'armes qui cause la guerre. On a fait la guerre bien

avant l'avènement des armes modernes, et elle était même, à l'époque, encore plus coûteuse en vies humaines, en tout cas en ce qui concerne les combattants. Rien n'égale l'atrocité du combat livré à l'arme blanche, a dit Gaston Bouthoul. A Cannes, 216 avant J.-C., en une journée 45 000 Romains furent tués. D'autre part, les puissances ont disposé avant 1914 et après, jusqu'à l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale, de flottes nombreuses et efficaces et elles ne se sont pas livrées de guerres navales si l'on excepte le duel russo-japonais de Tsushima en 1905. Ce n'est pas l'existence d'armées nombreuses, bien encadrées et disciplinées de part et d'autre qui a causé la guerre de 14, mais la folie des responsables dans divers pays et une multitude de problèmes politiques – c'est surtout le cas de l'Autriche-Hongrie – et de nationalités que l'on ne dominait pas. La Suisse, pays neutre, a été convenablement armée après 1874 et n'a jamais fait peser la moindre menace sur ses voisins.

D. B.